

## Vais-je voter ou non-voter?

*Par le général (2S) Henri ROURE 27 novembre 2021*

Ayant été éduqué dans le respect et le service de la France et de son peuple, j'ai toujours cru être un démocrate. Je voyais dans la démocratie, cette possibilité, pour toutes les idées politiques, de s'exprimer et de se s'affronter loyalement. Je reconnaissais, comme juste, la latitude offerte à des représentants d'opinions autres que les miennes de tenter de parvenir, à l'exercice du pouvoir. La condition d'évidence reposait sur le respect par les uns et les autres du principe d'élections libres et honnêtes.

Revenu sur terre depuis quelques temps, je découvre avec effroi l'erreur dans laquelle mon insuffisante approche du système politique actuel, m'avait plongé. La « démocratie » - permettez-moi de mettre le terme entre guillemets- telle que je la vois désormais, n'est que mépris du citoyen, hypocrisie et malhonnêteté. Elle se révèle comme un système ne prônant plus la concurrence libre des pensées et, en conséquence, l'égalité de ceux qui les portent face à l'électeur. Cette organisation, usurpatrice du mot démocratie, sélectionne, admet ou refuse des propositions politiques en fonction de leur alignement ou de leur compatibilité avec une grande ligne directrice que certains nomment la doxa, le prêt-à-penser ou la pensée unique. La démocratie vraie a été profondément altérée par quelques-uns.

Je sais pour qui je ne voterai pas lors de l'élection présidentielle du printemps prochain, mais je ne sais pas encore pour qui je vais voter ou si, en fait, je vais seulement voter. En effet dans un système pervers où les valeurs sont rejetées ou inversées, l'abstention, le non-vote, devient une déclaration politique. Il s'agit du refus de le cautionner. J'y reviendrai.

Vers qui se tourner dans un débat tronqué où les pires bassesses, les viols de conscience, les traquenards et la corruption des médias, permettent à un ensemble oligarchique de récuser ceux qui en refusent les normes et qui seraient susceptibles de déstabiliser ceux tenant la place ou participant au jeu?

Je suis effaré par l'aplomb de certains pour affirmer des contre-vérités et émettre les plus éhontées contradictions. Je me souviens de la précédente élection présidentielle, où M. François Fillon, caracolant en tête des sondages, a vu sa réputation ruinée en quelques jours pour ne pas avoir dérogé à ce que la plupart des parlementaires faisaient. Ce n'était certes pas bien, mais la méthode employée pour amener le président actuel au pouvoir, avec le soutien sans scrupule de financiers et des médias en leur possession, était, quant à elle, nettement malhonnête. La France s'est ainsi privée d'un homme pour la diriger dont tout en lui indiquait qu'il aurait fait preuve de compétence et aurait été à la fois légitime, par le nombre d'électeurs, et légal, en ayant remporté l'élection.

Mais plus récemment la même perversion mentale s'est affichée. Monsieur Zemmour a souhaité présenter ses idées à Londres auprès de la communauté française vivant au Royaume-Uni. Le parti extrémiste de gauche EELV, qui lui s'inscrit totalement dans le club de la bien-pensance, a aussitôt contacté son homologue britannique pour que tous les obstacles soient élevés afin de gêner monsieur Zemmour et réduire l'impact de son discours. Ce qui a été dit à cette occasion est étonnant tant la contradiction des propos ne provoque aucun émoi de l'intelligence, ni seulement contestation rigolarde chez quelque audacieux commentateur des médias grand-public.

Il a été ainsi affirmé par les autorités londoniennes que la ville était « pluri-ethnique » et « ouverte sur le monde » et, en conséquence, ne pouvait admettre que monsieur Zemmour s'exprime! Rappelons incidemment que le maire de Londres est de confession musulmane. Quelle belle ouverture d'esprit et quel beau sens de cette démocratie telle que toujours définie dans les ouvrages de science politique!

La même tentative d'interdiction s'est produite à Genève. Ces cris de haine et ces manifestations, en France, pour qu'il ne s'exprime pas, s'inscrivent aussi dans cette étrange conception de la liberté. Tout comme d'ailleurs le refus de recevoir le directeur de Valeurs actuelles à Sciences Po au prétexte que son périodique ne défend pas les bonnes idées. Or, la vocation de cette école était, me semble-t-il, de promouvoir le débat d'idées et l'autonomie de jugement...

À contrario je vois de dangereux hurluberlus déboulonner les statues des grands personnages de notre histoire. Ils poursuivent de leur vindicte le passé français. Ils agissent à peu près aussi intelligemment que les islamistes afghans détruisant les bouddhas de Bamiyan à la suite d'un décret du mollah Omar ou les intégristes du Moyen-Orient pétardant les monuments de Palmyre. Ils peuvent le faire sans que l'autorité gouvernementale ne réagisse avec la vigueur et la netteté nécessaires. Il faut donc croire que ces actes sont éloignés des autodafés du régime nazi brûlant les livres d'auteurs jugés indignes et qu'ils ne prêtent donc pas à conséquence...

Le régime hitlérien était un totalitarisme réprimant l'expression de pensées différentes... Mais il ne cherchait pas à masquer ce qu'il était.

Je pourrais poursuivre, en évoquant d'autres exemples de cette volonté de dénaturer des principes et de manipuler le peuple, notamment grâce à ces journalistes qui, dans un chœur presque émouvant, sans s'appuyer sur de véritables données scientifiques – en matière d'endoctrinement c'est évidemment inutile – parlent de « sauver la planète », menaçant les mauvais éléments que nous sommes des pires sanctions morales.

Ils oublient bien sûr que le volcan Cumbre Vieja continue de ravager l'île de La Palma rejetant dans l'atmosphère une énorme quantité de polluants, comme le font précisément tous les volcans de cette planète qu'il faut sauver. Ils évitent aussi d'évoquer la pollution due au transport maritime ou aérien. Il est vrai que les propriétaires des uns et des autres se trouvent être souvent les mêmes que ceux qui possèdent les médias. Il est plus facile d'inciter au développement d'éoliennes et de panneaux solaires pour satisfaire les groupes de pression écologistes reconnus, mais aussi les industriels du domaine, essentiellement étrangers, et probablement parrains clandestins des agitateurs. Les premiers étant les marionnettes des seconds.

Cette étonnante logique amène à clouer au pilori le brave citoyen utilisant le Diesel pour gérer au mieux un budget perpétuellement menacé, en occultant le fait prouvé, que ce type de moteur pollue, dans la durée, bien moins qu'une voiture électrique. Quant à la volonté de forcer le citoyen à leur utilisation elle provoque parfois d'étranges résultats. Ainsi les véhicules auto-lib, amenés à grands frais par la mairie de Paris, attendent désormais leur sort, avec leurs batteries indémontables à bas coût, du côté de Romorantin. Mais à qui profite la construction de ces batteries?

Ces mêmes journalistes assassinent par écrit et verbalement tous ceux qui s'écartent de la norme établie dans des cénacles où les idées étrangères infusent. Tout ce qui gêne est lentement sapé jusqu'à effondrement. Je m'interroge toujours, et par bonheur je ne suis pas le seul, sur l'origine de la Covid 19 et surtout sur la façon dont les populations – cette fois pas seulement en France – sont traitées, au prétexte de les préserver.

Vaccination, gestes barrières, confinement, couvre-feux et port du masque ont peut-être été utiles, mais la façon erratique dont tout cela a été imposé prête à interrogation, tout comme les bénéfices éhontés des industries pharmaceutiques, le rôle étonnant des experts médicaux, et l'utilisation dans ce domaine du secret défense. Je m'étonne surtout de la succession de contre-vérités assénées au cours de cette crise par les autorités gouvernementales, l'une aggravant l'autre et provoquant dans la population l'émergence d'un doute dangereux sur la justesse des mesures prises.

Ce n'était certes pas la guerre mais une crise importante qu'il aurait fallu gérer avec analyse et sagesse, sans y chercher un moyen de se dédouaner de fausses routes ou de se valoriser pour se maintenir au pouvoir.

Pour que vive une véritable démocratie, il faudrait que l'État soit à son service et que le pouvoir en place n'ait qu'un seul objectif, celui de servir la Patrie. Or, des gouvernants infidèles se sont succédés depuis des lustres, osant céder à une organisation internationale ce qui fait l'existence d'un pays, sa souveraineté, bradant à des puissances étrangères les fleurons de notre industrie hypothéquant sa richesse, son rôle dans le monde et sa défense. Vendant également l'histoire à de mauvais romanciers et, eux-mêmes, malgré leur incompétence, jugeant scandaleux ou indignes la gloire et le rayonnement du pays; allant jusqu'à rendre la France coupable des bienfaits qu'elle a apporté à l'humanité.

Ils le laissent envahir par des peuplades barbares soumises à l'idéologie islamique, inaccessibles à l'éducation et aux lois françaises. Ils soumettent ses lois au jugement de cours étrangères et laissent la langue française à l'abandon. Dès lors il n'y a rien d'étonnant que face à la vacuité étatique et à l'indignité de hauts responsables, tout puisse être contesté, nié, combattu, abattu dans le silence indécent du pouvoir.

Dans cette élection future la France sera confrontée à des choix majeurs. Mais déjà la campagne est biaisée quand on constate que le président actuel, avant d'annoncer sa candidature, tire des satisfecit et fait une véritable campagne, médias grands ouverts, sur financements publics. Simultanément un candidat récemment apparu, qui lui aussi fait campagne, se fait accuser des plus invraisemblables délits d'opinion. Quant aux autres, ils ne parlent pas de la France et de son rôle, mais de gestion et de comptabilité, ce qui, vous en conviendrez, est bien dans la dimension des attributions du président d'une grande puissance... Ils essaient de racoler en rejetant leur passé politique et les faits prouvant leur duplicité, en s'habillant d'idées qui n'ont jamais été les leurs.

Bien sûr cette doxa bénéficie de l'appui des autorités en place. Ainsi la visite à Lyon, dans le quartier abandonné aux voyous de la Guillotière d'un député européen et de journalistes, a dû se faire sous protection policière, face à une foule déchaînée contestant, de fait, la liberté de la presse et la liberté de déplacement. Elle a été considérée comme de la provocation par les ultras de la bien-pensance, ce qui, évidemment, sous-entendait que les voyous étant chez eux, des personnalités publiques ne partageant pas les principes laxistes de l'oligarchie et des médias grand public, ne devaient pas y aller. En clair cela signifiait que certains territoires étaient concédés aux différentes maffias et que leur parole et leurs actes ne devaient pas être contestés.

Il est probable que les débats ne fassent pas naître l'enthousiasme et que le second tour avec un vainqueur déjà désigné amène une large partie de l'électorat à ne pas voter.

Mais si nous cherchons les raisons du vote par abstention, il nous faut reconnaître que le citoyen rejette ce système où il devient étranger à la désignation du vainqueur et où la plupart des candidats sont choisis dans le cadre oligarchique. Le citoyen, ne se reconnaissant pas dans les candidats, les récuse tous, en ne votant pas. Le risque naîtra du jour où le peuple, majoritairement, refusera de s'exprimer dans des élections faussées, réalisant qu'il est, en fait, soumis à un régime qui n'est plus la démocratie. Alors?

Alors, il se révoltera pour préserver sa nature et sa dignité de Français. L'élément essentiel de la révolte sera l'idée, difficile à contester, affirmant fortement ce droit d'une population à laquelle il est dénié. Il n'y aura aucune contradiction entre Droit et révolte puisque le pouvoir ayant rompu le contrat, n'appliquera plus le Droit. Le citoyen agira alors légitimement en se révoltant, comme le reconnaît la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Il y est stipulé que « la résistance à l'oppression est un droit naturel et imprescriptible de l'homme à côté de la liberté, de la sûreté et de la propriété ». Tout comme l'article 35 de la constitution de 1793, le reconnaît: « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Face aux menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur la France, aux abandons et aux trahisons passées et en cours et devant l'absence de personnalités de l'oligarchie s'engageant véritablement à les traiter avec les moyens adaptés, il est fort probable que le vote abstentionniste progresse et s'ajoute, de fait, aux votes exprimés allant vers ceux des candidats qui auront eu le discours le plus proche de l'idéal français. Si, cet ensemble convergeant d'opinions, recevant une forte majorité, ne voit pas élu un candidat conforme à ce désir profond, alors il y aura eu, une fois encore, détournement de la souveraineté populaire.

Henri ROURE